



MRC DE LA
VALLÉE-DU-RICHELIEU

Mode urbain, terroir de vie!

CTE - 013M

C.P. PL 22

Loi bonifiant les pouvoirs des municipalités

PAR COURRIEL

Le 20 avril 2026

Secrétariat de la Commission de l'aménagement du territoire

ASSEMBLÉE NATIONALE

Édifice Pamphile-Le May

1035, rue des Parlementaires

3^e étage

Québec (Québec) G1A 1A3

cat@assnat.qc.ca

Objet : Demande d'appui – Demande d'amendement au projet de loi n°22 afin
d'abroger l'article 245.1 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (LAU)

Madame,
Monsieur,

Par la présente, nous vous transmettons copie certifiée conforme de la résolution portant le numéro 26-04-125, adoptée lors de la séance ordinaire du 16 avril 2026 du Conseil de la MRC de La Vallée-du-Richelieu.

Recevez, Madame, Monsieur, nos plus cordiales salutations.

La greffière-trésorière.

/II

p. j.

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DE LA MRC DE LA VALLÉE-DU-RICHELIEU (MRCVR), TENUE LE JEUDI 16 AVRIL 2026, À 19 h, AU SIÈGE SOCIAL DE LA MRCVR, SIS AU 255, BOUL. LAURIER, À McMASTERVILLE.

Étaient présent(e)s madame Marilyn Nadeau, préfète, madame Mélanie Villeneuve, préfète suppléante, mesdames les conseillères Alexandra Labbé, Julie Lussier, Kim Méthot et Magalie Taillon ainsi que messieurs les conseillers Pierre-Luc Archambault, Jonathan Chalifoux, Marc-André Guertin, Alain Lavallée, Patrick Marquès, Daniel Picard et Normand Teasdale.

Résolution numéro 26-04-125

**DEMANDE D'APPUI – DEMANDE D'AMENDEMENT AU PROJET DE LOI N° 22 AFIN
D'ABROGER L'ARTICLE 245.1 DE LA LOI SUR L'AMÉNAGEMENT
ET L'URBANISME (LAU)**

- ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a confié aux municipalités régionales de comté (MRC) le mandat de réaliser des plans de protection des milieux humides et hydriques et aux municipalités, par concordance, l'obligation de les appliquer;
- ATTENDU QUE les plans de protection des milieux humides et hydriques doivent être approuvés par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) pour entrer en vigueur;
- ATTENDU QUE l'Assemblée nationale a accordé, en 2023 une immunité aux municipalités locales et régionales, lors de l'application de leur plan de protection des milieux humides et hydriques en modifiant l'article 245 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (LAU);
- ATTENDU QUE lors de l'étude article par article du projet de loi modifiant l'article 245 un nouvel article a été introduit dans la loi (245.1), sans réflexion ni étude d'impacts préalable, obligeant toute municipalité, toute MRC et toute communauté métropolitaine à transmettre un avis à chaque propriétaire d'un immeuble (terrain), concerné par un acte qui vise la protection de milieux humides et hydriques;
- ATTENDU QUE le contenu du nouvel article 245.1 oblige toute municipalité, MRC et communauté métropolitaine qui désire se prévaloir de l'immunité prévue à l'article 245, de faire la preuve de l'envoi d'un avis à tous les propriétaires concernés;
- ATTENDU QUE cette procédure exclusive aux milieux humides et hydriques fera en sorte que tous les propriétaires concernés recevront au minimum deux avis sur le même sujet et que ceux qui se retrouvent sur un territoire couvert par une communauté métropolitaine en recevront trois;
- ATTENDU QUE l'obligation de transmettre individuellement des avis à l'ensemble des propriétaires concernés entraîne un fardeau administratif majeur et des coûts importants pour les municipalités, les municipalités régionales de comté et les communautés métropolitaines, notamment en raison des frais d'impression et de distribution, ces coûts étant accentués dans le contexte actuel d'instabilité et de perturbations des services de Postes Canada;
- ATTENDU QUE la multiplication des avis portant sur un même objet de protection des milieux humides et hydriques est susceptible de nuire à la compréhension des citoyennes et des citoyens, de créer de la confusion quant à la portée réelle des mesures adoptées et d'engendrer de l'insatisfaction à l'égard de l'action municipale;

... 2

ATTENDU le caractère exclusif de la procédure découlant de l'article 245.1 et le fait que les obligations inscrites dans la Loi pour les municipalités et les MRC concernant l'information des citoyens pour ce genre de mesure auraient permis de rejoindre efficacement les propriétaires concernés;

ATTENDU QUE le ministère de l'Environnement refuse de s'imposer les mêmes obligations pour informer les propriétaires concernés par la nouvelle cartographie des zones inondables, plus nombreux que ceux concernés par les milieux humides et hydriques, en raison des coûts prohibitifs;

ATTENDU QUE l'abrogation de l'article 245.1 de la LAU constituerait un réel allègement administratif pour les municipalités et les MRC;

ATTENDU QUE le 27 novembre 2025, le chantier en allègement de la charge administrative, formé en vertu de la *Déclaration de réciprocité* signée le 13 décembre 2023 et regroupant le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, la Fédération québécoise des municipalités, l'Union des municipalités du Québec, la Ville de Montréal et la Ville de Québec, associant également l'Association des directeurs municipaux du Québec, l'Association des directeurs généraux des MRC du Québec, l'Association des directeurs généraux des municipalités du Québec et la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec, a convenu de recommander d'inclure l'abrogation de l'article 245.1 de la LAU comme mesure prioritaire dans un projet de loi;

ATTENDU QUE la ministre des Affaires municipales, madame Geneviève Guilbault, a déposé, le 25 mars 2026, le projet de loi n° 22, *Loi bonifiant les pouvoirs d'intervention des municipalités et modifiant d'autres dispositions législatives*, sans un article abrogeant l'article 245.1 de la LAU

EN CONSÉQUENCE

IL EST PROPOSÉ PAR Monsieur Jonathan Chalifoux
APPUYÉ PAR Monsieur Normand Teasdale

ET RÉSOLU QUE la MRC de La Vallée-du-Richelieu demande aux membres de la Commission parlementaire de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale, d'introduire un amendement au projet de loi n° 22 abrogeant l'article 245.1 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, afin de respecter le consensus établi entre le ministère et ses partenaires municipaux.

QUE copie de cette résolution soit transmise au secrétariat de la Commission parlementaire de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale pour dépôt officiel à tous les membres de la commission.

QUE copie de cette résolution soit également transmise à la ministre des Affaires municipales, madame Geneviève Guilbault, au député de la circonscription de Borduas, monsieur Simon Jolin-Barrette, à l'Assemblée nationale et à la Fédération québécoise des municipalités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Évelyne D'Avignon
Greffière-trésorière

Ce procès-verbal n'est pas adopté